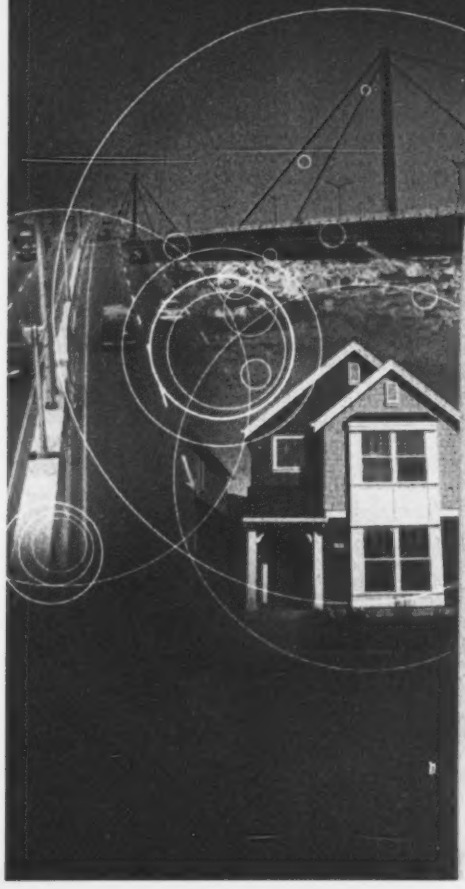
INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

RÉGIONS



Bulletin statistique régional

Édition 2010

Laval

Québec

Équipe de rédaction :

Jean Berselli
Raymond Beullac
Danielle Bilodeau
Sophie Brehain
Pierre Cambon
Francine Chevcuitte
Stéphane Crespo
Claude Fortier
Jean-François Fortin
Marc Gignac
Jean-Marc Kilolo-Malambwe
Jean-François Lachance
Pierre Lachance
Stéphane Ladouceur
Guillaume Marchand
Mario Ringuette
Martine St-Amour

Avec l'assistance technique de :

Marie-Ève Cantin
Fanny Desrochers
Hugo Leblanc
Amélie Martins

Révision linguistique :

Esther Frève
Nicole Descroisselles

Sous la coordination de :

Pierre Cambon
Stéphane Ladouceur

Sous la direction de :

Yrène Gagné

Nos coordonnées :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Ste-Foy, 3e étage
Québec (Québec), G1R 5T4

Téléphone : 418 691-2411
Sans frais : 1-800-463-4090
Télécopieur : 418 643-4129
Courriel : regions@stat.gouv.qc.ca

Visitez notre site Web :

www.stat.gouv.qc.ca

Crédits de la page frontispice :

© iStockphoto.com / Victor Kapas / Noah Strycker / Andre Nantel, photographes

Signes conventionnels

..	Donnée non disponible	n	Nombre
...	N'ayant pas lieu de figurer	$	En dollars
–	Néant ou zéro	k	En milliers
—	Données infime	M	En millions
p	Donnée provisoire	G	En milliards
r	Donnée révisée	g	Gramme
e	Donnée estimée	kg	Kilogramme
F	Donnée peu fiable	t	Tonne métrique
x	Donnée confidentielle		

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
4e trimestre 2010
ISSN 1712-2066 (version imprimée)
ISSN 1715-6971 (en ligne)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec

Toute reproduction est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Décembre 2010

Table des matières

Territoire 2

Démographie 3

Marché du travail 7

Comptes économiques 8
- Produit intérieur brut 8
- Revenu personnel 10

Exportations 12

Industrie manufacturière 13

Investissements et permis de bâtir 15
- Investissements 15
- Permis de bâtir 16

Conditions de vie et bien-être 17

Éducation 19

Santé 20

Culture et communications 22

Concepts et définitions 23

Tableaux comparatifs 28

1. Territoire

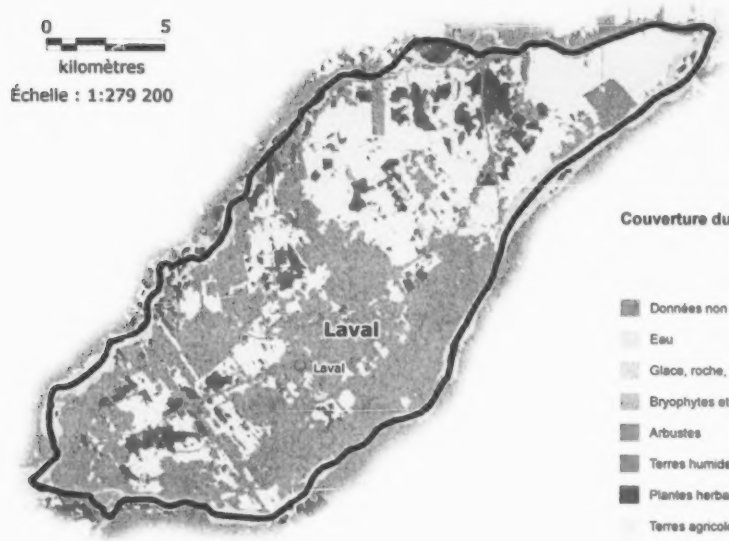
par Guillaume Marchand, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

La région de Laval couvre une superficie de 266 km². Cette région désigne à la fois le territoire équivalent (TE) à une municipalité régionale de comté (MRC) et ne comporte que la ville de Laval.

Avec une superficie en terre ferme de 245 km² (92,2 %) pour 391 893 habitants en 2009, la densité de population de Laval est de 1 597 hab./km². Par contre, les zones développées couvrent une surface de 128 km² (48,0 %). Ainsi, la densité de la population par rapport aux zones développées est de 3 065 hab./km².

La couverture du sol[1] de Laval est composée majoritairement de 128 km² de zones développées (48,0 %), de 91 km² de terres agricoles cultivées (34,2 %) et de 21 km² d'eau (7,8 %). Finalement, les terres humides s'étendent sur 0,1 km², ce qui représente 0,04 % de la région.

Pour favoriser la protection et le maintien de la diversité biologique, Laval compte 1,7 km² (0,6 %) d'aires protégées.



Couverture du sol

	Superficie	
	km²	%
Données non disponibles	0	0,0
Eau	21	7,8
Glace, roche, terrain découvert	3	1,0
Bryophytes et lichens	0	0,0
Arbustes	0	0,1
Terres humides	0	0,0
Plantes herbacées et toundra	4	1,4
Terres agricoles cultivées	91	34,2
Forêt de conifères	0	0,1
Forêt de feuillus	18	6,7
Forêt mixte	2	0,7
Zones développées	128	48,0

Sources : GéoBase, circa 2000-vectorielle (CSC2000-V); ministère des Ressources naturelles et de la Faune.

1. Compte tenu de l'arrondissement des données, il peut arriver que la somme des parties n'égale pas le total. Des informations supplémentaires sur les différentes catégories de couverture du sol sont également disponibles dans la section concepts et définitions.

2. Démographie

par Martine St-Amour, Direction des statistiques sociodémographiques

Laval est l'une des régions du Québec où la croissance démographique est la plus élevée, croissance qui s'est par ailleurs accélérée entre 1996 et 2009. La plupart des facteurs d'accroissement ont connu une évolution favorable à la région au cours de cette période. Un grand nombre d'individus continue de quitter Montréal pour s'y établir et les naissances sont en hausse depuis le milieu des années 2000. Laval accueille également un nombre grandissant de nouveaux immigrants.

Évolution de la population

Selon les estimations provisoires, la région de Laval comptait 391 900 habitants au 1er juillet 2009, soit 5,0 % de la population du Québec. Elle arrive au septième rang des régions administratives pour ce qui est de la taille de sa population, entre Chaudière-Appalaches et l'Outaouais. Son poids démographique s'est légèrement accru au cours des dernières années; il était de 4,6 % en 1996.

Tableau 2.1

Population totale et taux d'accroissement annuel moyen, Laval et ensemble du Québec, 1996-2009

	Population au 1er juillet				Taux d'accroissement annuel moyen[1]		
	1996	2001	2006	2009p	1996-2001	2001-2006	2006-2009p
	n				pour 1 000		
Laval	**334 918**	**350 286**	**372 410**	**391 893**	**9,0**	**12,2**	**17,0**
Ensemble du Québec	**7 246 897**	**7 396 331**	**7 631 552**	**7 828 879**	**4,1**	**6,3**	**8,5**

Note : Selon la géographie et la dénomination au 1er juillet 2009.
1. Le taux d'accroissement est calculé par rapport à la population moyenne de la période.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de février 2010).
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Entre 2001 et 2006, la population de Laval a crû en moyenne à un rythme annuel de 12,2 pour mille. La croissance s'est accélérée par rapport à 1996-2001 (9,0 pour mille) et elle a été grandement supérieure à la moyenne québécoise au cours de ces deux périodes. Selon les données les plus récentes, la région a connu un nouvel élan en 2006-2009, le taux d'accroissement annuel moyen s'élevant à 17,0 pour mille. Dans l'ensemble du Québec, la croissance a été de 8,5 pour mille. Entre 1996 et 2009, Laval a toujours figuré parmi les trois régions à plus forte croissance du Québec, aux côtés de Lanaudière et des Laurentides.

Structure par âge

La population de Laval est un peu plus jeune que la moyenne québécoise. En 2009, l'âge médian – qui sépare la population en deux groupes égaux – y est de 40,2 ans, comparativement à 41,1 ans dans l'ensemble du Québec. Laval est l'une des régions où le poids démographique des jeunes de moins de 20 ans est le plus élevé. Leur part est de 24,2 %, tandis qu'elle est inférieure à 20 % dans certaines des régions les plus âgées du Québec, comme la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et la Mauricie. Elle est de 22,2 % en moyenne au Québec. Toutes proportions gardées, les 20-64 ans, considérés comme les individus d'âge actif, sont au contraire un peu moins nombreux à Laval (60,9 %) que dans l'ensemble du Québec (62,8 %). La part des personnes âgées de 65 ans et plus est semblable, à environ 15 %.

Tableau 2.2
Population par grand groupe d'âge et âge médian, Laval et ensemble du Québec, 2009[p]

	Groupe d'âge								Âge
	Total	0-19	20-64	65 et plus	Total	0-19	20-64	65 et plus	médian
	n				%				
Laval	**391 893**	**94 963**	**238 735**	**58 195**	**100,0**	**24,2**	**60,9**	**14,8**	**40,2**
Ensemble du Québec	**7 828 879**	**1 739 194**	**4 919 274**	**1 170 411**	**100,0**	**22,2**	**62,8**	**14,9**	**41,1**

Note : Population au 1er juillet.

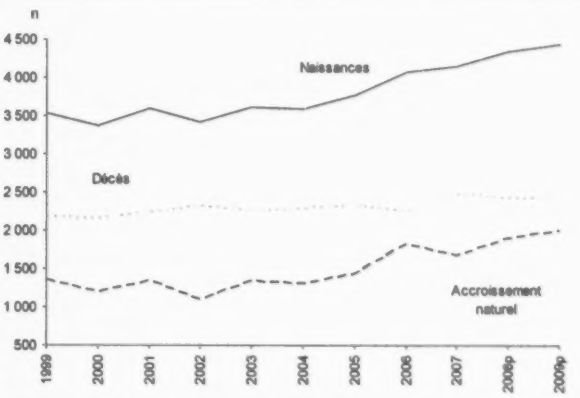
Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de février 2010).
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Naissances, décès et accroissement naturel

Après avoir fluctué dans la première moitié des années 2000, le nombre de naissances enregistrées dans la région de Laval a connu une importante remontée. Selon les données provisoires, 4 447 bébés sont nés dans la région en 2009, soit 24 % de plus que les 3 594 naissances de 2004. Une augmentation s'observe dans toutes les régions du Québec au cours de cette période, mais elle a été de 20 % en moyenne.

Cette hausse des naissances est favorisée par une augmentation du nombre de femmes en âge d'avoir des enfants (15-49 ans), mais elle est surtout attribuable au fait que les femmes ont en moyenne un peu plus d'enfants depuis quelques années. L'indice synthétique de fécondité, qui mesure l'intensité de la fécondité d'une année donnée, est passé de 1,53 enfant par femme en 2004 à 1,77 en 2009. Depuis le début des années 2000, Laval affiche généralement une fécondité légèrement supérieure à la moyenne québécoise. Cette moyenne est de 1,73 enfant par femme en 2009.

Figure 2.1
Naissances, décès et accroissement naturel, Laval, 1999-2009



Source : Institut de la statistique du Québec.

Le nombre de décès est un peu plus élevé en 2009 qu'au début des années 2000, mais la hausse est de plus faible amplitude. En 2009, 2 455 décès sont survenus dans la région, une hausse de 7 % par rapport aux 2 293 de 2004. Comme l'augmentation du nombre de naissances a été beaucoup plus importante, l'accroissement naturel, soit l'excédent des naissances sur les décès, a pris de l'ampleur. Il a représenté entre 1 100 et 1 400 individus de 1999 à 2004, tandis qu'il est d'environ 2 000 personnes en 2009, le sommet des 10 dernières années.

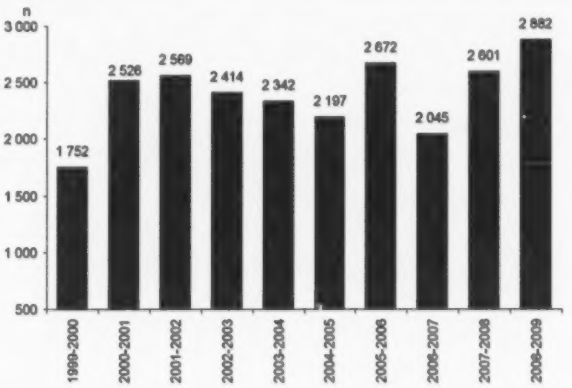
Migration interrégionale

Au cours des 10 dernières années, Laval a été gagnante dans ses échanges migratoires avec les autres régions du Québec. Les gains ont été de plus de 2 000 personnes annuellement depuis 2000-2001. Le solde de 2 882 individus en 2008-2009 est le plus élevé de la période.

Le profil migratoire par groupe d'âge montre qu'en 2008-2009, Laval enregistre des pertes chez les 20-24 ans et chez les 50-69 ans. Ces déficits ont toutefois été largement compensés par des gains chez les 30-44 ans, de même que chez les moins de 20 ans qui migrent pour la plupart avec leurs parents.

Le bilan migratoire favorable de Laval repose sur la force d'attraction qu'elle exerce sur les résidants de Montréal. En 2008-2009, parmi les personnes qui se sont établies à Laval, près de deux sur trois (63,1 %) arrivaient de cette région voisine. Montréal est aussi la première région de destination des individus qui quittent Laval, mais les départs sont beaucoup moins nombreux que les arrivées, de sorte que Laval enregistre d'importants gains au détriment de Montréal. Ceux-ci représentent 6 773 personnes en 2008-2009. Les échanges avec la plupart des autres régions ont au contraire été défavorables à Laval, surtout ceux impliquant les deux régions situées juste au nord, les Laurentides (– 2 222) et Lanaudière (– 1 128).

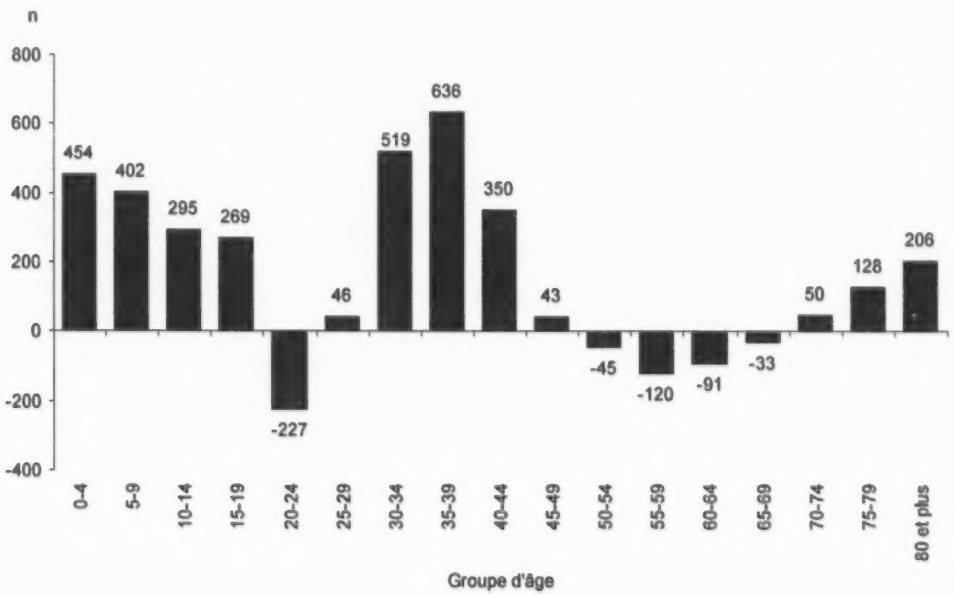
Figure 2.2
Solde migratoire interrégional, Laval, 1999-2000 à 2008-2009



Note : Les données de 2005-2006 à 2007-2008 ont été révisées.

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

Figure 2.3
Solde migratoire interrégional selon le groupe d'âge, Laval, 2008-2009



Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

Tableau 2.3

Entrants, sortants et solde migratoire interrégional avec chacune des régions administratives, Laval, 2008-2009

	Solde	Entrants			Sortants		
		Rang	n	%	Rang	n	%
Bas-Saint-Laurent	– 12	13	73	0,3	13	85	0,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	– 8	9	88	0,4	10	96	0,5
Capitale-Nationale	– 91	6	226	1,1	5	317	1,7
Mauricie	– 55	7	121	0,6	8	176	1,0
Estrie	12	5	230	1,1	7	218	1,2
Montréal	6 773	1	13 341	63,1	1	6 568	36,0
Outaouais	– 118	8	117	0,6	6	235	1,3
Abitibi-Témiscamingue	21	12	77	0,4	14	56	0,3
Côte-Nord	– 22	15	23	0,1	15	45	0,2
Nord-du-Québec	– 4	16	8	0,0	16	12	0,1
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	– 39	14	51	0,2	12	90	0,5
Chaudière-Appalaches	– 8	10	83	0,4	11	91	0,5
Laval	...	...	...	...	...	...	...
Lanaudière	– 1 128	3	1 801	8,5	3	2 929	16,0
Laurentides	– 2 222	2	3 376	16,0	2	5 598	30,7
Montérégie	– 163	4	1 439	6,8	4	1 602	8,8
Centre-du-Québec	– 54	11	83	0,4	9	137	0,8
Total	**2 882**	...	**21 137**	**100,0**	...	**18 255**	**100,0**

Note : L'arrondissement des données peut amener un léger écart entre le total et la somme des régions.

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

Immigration internationale

Laval arrive au troisième rang des régions d'établissement des immigrants. En janvier 2009, 6,2 % des immigrants récents, admis au Québec entre 2003 et 2007, résidaient dans la région[1]. Beaucoup plus importante à Montréal (67,0 %), cette part est aussi supérieure en Montérégie (9,5 %). Au cours des dernières années, Laval a amélioré sa capacité d'attraction relative. En janvier 2005, 4,6 % des nouveaux immigrants admis entre 1999 et 2003 résidaient dans la région. Du fait de la hausse des volumes d'immigrants au Québec, le nombre d'immigrants récents a augmenté considérablement, passant de 6 600 à 11 000 entre janvier 2005 et janvier 2009.

1. Les statistiques sur la présence des immigrants au Québec selon l'année d'admission et la région de résidence sont compilées par le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC). Les statistiques reprises ici n'ont pas été mises à jour par rapport à l'édition 2009 des bulletins statistiques régionaux, car le MICC n'avait pas encore diffusé de nouvelles données au moment de rédiger l'édition 2010. Les statistiques peuvent être consultées pour les autres régions du Québec dans : Institut de la statistique du Québec, *Panorama des régions du Québec. Édition 2010*. [En ligne :] http://www.stat.gouv.qc.ca/publications/regions/PDF/panorama2010.pdf.

3. Marché du travail

Indicateurs de l'emploi et du chômage

par Jean-Marc Kilolo-Malambwe, Direction des statistiques du travail et de la rémunération

Avec un recul de 5 800 emplois (– 2,9 %), la région de Laval se situe au troisième rang des dix régions qui perdent des emplois au Québec en 2009. Comparée au poids de la région dans l'emploi total (5,1 %), la perte représente 15,5 % des diminutions d'emplois au Québec. Le taux d'emploi recule de 2,9 points, en raison de la baisse de l'emploi (– 5 800), la troisième en importance de toutes les régions administratives, conjuguée à la hausse de la population en âge de travailler (+ 1,6 %); il se situe ainsi au sixième rang en 2009, après avoir occupé le deuxième en 2008.

Le repli net de l'emploi touche surtout les 30 ans et plus (– 5 700), les hommes (– 3 900) et le secteur des services (– 4 100). La région de Laval (50,7 %), avec celle de la Gaspésie-Île-de-la-Madeleine (51,6 %), sont les seules où les femmes occupent la majorité des emplois.

Les emplois perdus sont tous à temps plein au Québec (– 6 300). On observe une hausse de 0,8 point de pourcentage de la part du temps partiel dans l'emploi total de la région, à 19,4 %.

Pour la deuxième année d'affilée, le taux de chômage s'accroît dans la région de Laval (+ 0,9 point en 2009), en raison d'une baisse de l'emploi plus forte que celle de la population active (– 1,9 %); cette hausse est légèrement inférieure à celle enregistrée à l'échelle du Québec (+ 1,3 point). Malgré cette augmentation, le taux de chômage se maintient au sixième rang. Le nombre de chômeurs s'accroît de 1 700 en 2009.

Tableau 3.1

Caractéristiques du marché du travail, Laval, 2005-2009

	Unité	2005	2006	2007	2008	2009
Population active	k	197,4	200,8	214,0	217,8	213,6
Emploi	k	181,7	187,5	203,0	203,3	197,5
Selon le régime						
Emploi à temps plein	k	145,9	154,1	168,1	165,4	159,1
Emploi à temps partiel	k	35,8	33,4	34,9	37,9	38,4
Groupe d'âge						
15-29 ans	k	50,4	48,1	52,8	48,7	48,4
30 ans et plus	k	131,3	139,4	150,1	154,7	149,0
Sexe						
Hommes	k	94,7	99,2	106,4	101,2	97,3
Femmes	k	87,1	88,3	96,5	102,2	100,1
Secteur d'activités						
Secteur des biens	k	37,2	44,1	41,8	37,3	35,5
Secteur des services	k	144,5	143,4	161,1	166,1	162,0
Chômeurs	k	15,6	13,3	11,0	14,5	16,2
Taux d'activité	%	65,8	65,9	69,2	69,4	67,0
Taux de chômage	%	7,9	6,6	5,1	6,7	7,6
Taux d'emploi	%	60,6	61,6	65,7	64,8	61,9
Part de l'emploi à temps partiel	%	19,7	17,8	17,2	18,6	19,4

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

Le taux d'activité diminue de 2,4 points dans la région de Laval en 2009 et se fixe à 67,0 %. Toutefois, il demeure plus élevé que la moyenne québécoise (65,2 %). La baisse du taux d'activité résulte de l'effet combiné de la hausse de la population en âge de travailler et du recul de la population active.

La région de Laval bénéficie d'une création de 15 800 emplois entre 2005 et 2009 et de 50 500 emplois entre 1987 et 2009. Parmi toutes les régions, elle se situe en 2009 au septième rang en termes de nombre d'emplois, soit un recul par rapport à son classement en 1987 (sixième place). Sa part dans l'emploi total au Québec augmente de 0,2 point au cours la période.

4. Comptes économiques

4.1 Produit intérieur brut

par Danielle Bilodeau, Direction des statistiques économiques et du développement durable

En 2008, le produit intérieur brut (PIB) aux prix de base en dollars courants s'élève à 12,1 G$ dans la région de Laval, ce qui constitue 4,3 % du PIB du Québec. À cet égard, cette région se classe au sixième rang parmi les régions administratives, après Chaudière-Appalaches et devant Lanaudière.

La croissance économique de la région en 2008 affiche un taux de 6,0 %, un peu en deçà du taux de croissance annuel moyen (TCAM) des quatre dernières années (+ 6,4 %), mais de beaucoup plus élevé que celui du Québec (+ 2,0 %). À ce chapitre de la croissance économique en 2008, la région occupe ainsi le quatrième rang parmi les 17 régions administratives, avec de moins bons résultats que ceux de Lanaudière, mais meilleurs que ceux de l'Outaouais.

Produit intérieur brut par industrie

Les industries des services ont une forte prépondérance dans l'économie de la région de Laval avec un PIB qui atteint 9,0 G$ en 2008, soit près de 75 % de son activité économique. En comparaison, le secteur des services correspond à environ 70 % du PIB à l'échelle du Québec. Cette diversification dans les industries des services amène une stabilité de la croissance dans la région, bien que les industries productrices de biens enregistrent une forte croissance au cours des quatre dernières années, ce qui porte leur TCAM à un solide 5,6 %, avec pour moteur la construction qui affiche un TCAM de 9,9 %. Les industries productrices de biens, en 2008, montrent une croissance de 6,8 %, ce qui se traduit par une hausse de 200 M$ de la production de la région, comparativement aux industries des services qui, pour leur part, connaissent une croissance de 5,6 % ou un apport de 482 M$ à l'économie régionale. Dans les industries des services, le TCAM présente un taux respectable, soit de 6,7 %.

En 2008, la plupart des les industries des services sont en expansion. Du côté des principales bases économiques de la région dans le secteur des services, l'industrie du commerce de gros (+ 3,8 %) ainsi que celle des services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement (+ 2,7 %) poursuivent leur tendance haussière, bien qu'à un rythme plus lent. Une autre des bases économiques de la région, soit le groupe de la finance, des assurances et des services immobiliers (+ 14,7 %) poursuit sur sa lancée et explose en 2008. L'industrie des services professionnels, scientifiques et techniques (+ 2,4 %) de même que celle du commerce de détail (+ 2,4 %) croissent de façon plus modérée en 2008 après trois années de forte hausse. Les soins de santé et l'assistance sociale présentent une baisse de 1,8 %.

Avec un PIB de 3,1 G$, les industries productrices de biens accaparent un peu plus du quart de l'économie régionale. L'industrie de la construction (+ 20,7 %), base économique de la région au cours des dernières années, est en forte expansion en 2008. Trois industries considérées comme des bases économiques de la région diminuent en 2008 : celle de la fabrication de produits en plastique et en caoutchouc (– 1,2 %), celle de meubles et de produits connexes (– 9,2 %) et celle des activités diverses de fabrication (– 2,2 %). Par contre, une autre des bases économiques régionales, soit l'industrie de l'impression et des activités connexes de soutien (+ 6,7 %), se redresse. La fabrication de produits métalliques (+ 1,5 %) augmente modestement. Les

Tableau 4.1.1

Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base par industrie, Laval, 2007-2008

	2007[r]	2008[p]	Part de l'industrie en 2008	Variation annuelle moyenne 2008/2004	Variation 2008/2007
	k$		%		
Ensemble des industries	**11 443 701**	**12 125 043**	**100,0**	**6,4**	**6,0**
Secteur de production de biens	**2 918 290**	**3 117 995**	**25,7**	**5,6**	**6,8**
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	58 710	58 323	0,5	7,1	– 0,7
Cultures agricoles et élevage	46 629	48 050	0,4	9,0	3,0
Foresterie et exploitation forestière	X	X	...	...	...
Pêche, chasse et piégeage	X	X	...	...	...
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie	7 508	7 946	0,1	2,5	5,8
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	X	X	...	...	...
Services publics	X	X	...	...	...
Construction	950 514	1 147 522	9,5	9,9	20,7
Fabrication	1 658 356	1 652 040	13,6	2,1	– 0,4
Fabrication d'aliments	191 887	205 280	1,7	5,2	7,0
Fabrication de boissons et de produits du tabac	X	X	...	...	...
Usines de textiles et de produits textiles	18 100	14 458	0,1	– 3,9	– 20,1
Fabrication de vêtements	34 009	26 694	0,2	– 8,0	– 21,5
Fabrication de produits en cuir et de produits analogues	1 660	1 604	0,0	2,2	– 3,4
Fabrication de produits en bois	46 168	42 196	0,3	– 1,4	– 8,6
Fabrication du papier	45 193	41 310	0,3	6,8	– 8,6
Impression et activités connexes de soutien	82 110	87 622	0,7	– 3,4	6,7
Fabrication de produit du pétrole et du charbon	X	X	...	...	...
Fabrication de produits chimiques	X	X	...	...	...
Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc	10 666	155 946	1,3	0,8	– 1,2
Fabrication de produits minéraux non métalliques	46 345	46 646	0,4	4,3	0,6
Première transformation des métaux	59 690	46 894	0,4	...	– 21,4
Fabrication de produits métalliques	156 672	158 965	1,3	0,6	1,5
Fabrication de machines	109 097	109 200	0,9	2,3	0,1
Fabrication de produits informatiques et électroniques	26 198	23 400	0,2	– 19,8	– 10,7
Fabrication de matériel, appareils et composants électriques	X	X	...	...	...
Fabrication de matériel de transport	190 866	206 295	1,7	8,8	8,1
Fabrication de meubles et de produits connexes	91 871	83 406	0,7	– 1,9	– 9,2
Activités diverses de fabrication	58 370	57 059	0,5	5,5	– 2,2
Secteur des services	**8 525 410**	**9 007 049**	**74,3**	**6,7**	**5,6**
Commerce de gros	980 303	1 017 905	8,4	9,1	3,8
Commerce de détail	1 004 014	1 028 272	8,5	5,5	2,4
Transport et entreposage	323 533	335 533	2,8	6,5	3,7
Industrie de l'information et industrie culturelle	297 770	300 949	2,5	0,5	1,1
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	2 272 264	2 607 251	21,5	8,2	14,7
Services professionnels, scientifiques et techniques	570 440	584 019	4,8	5,7	2,4
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	390 743	401 346	3,3	11,3	2,7
Services d'enseignement	X	X	...	...	...
Soins de santé et assistance sociale	850 183	834 993	6,9	5,6	– 1,8
Arts,spectacles et loisirs	103 708	106 581	0,9	2,2	2,8
Hébergement et services de restauration	260 027	276 531	2,3	6,7	6,3
Autres services, sauf les administrations publiques	X	X	...	...	...
Administrations publiques	X	X	...	...	...

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministère du Revenu du Québec; Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.

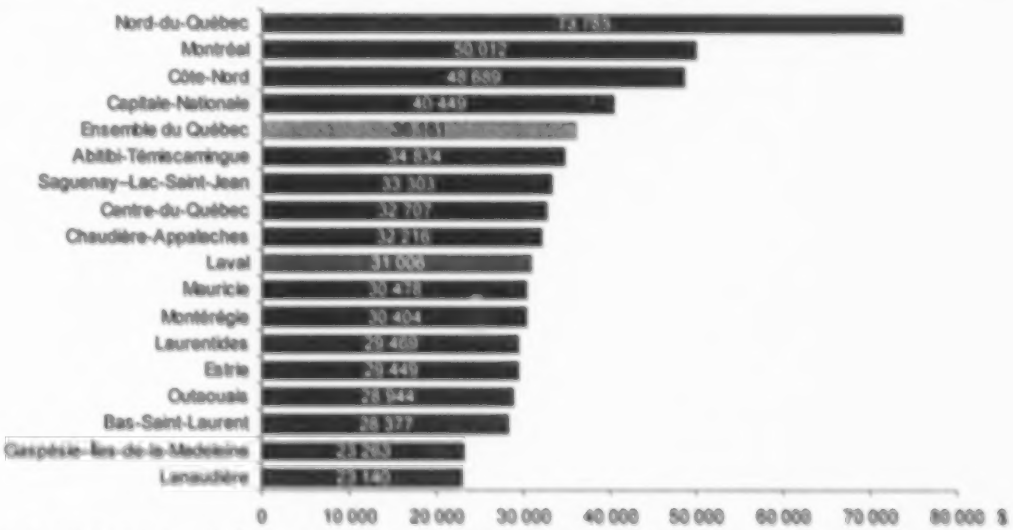
augmentations notées dans certaines industries de la fabrication ne compensent pas les pertes accusées par d'autres de ces industries, de sorte que la fabrication glisse de 0,4 % en 2008. La croissance annuelle moyenne de la fabrication montre un taux de 2,1 %.

La part des industries productrices de biens diminue dans la région de Laval de 2005 à 2007 puis augmente à nouveau en 2008. Elle demeure toutefois moins élevée en 2008 qu'en 2004 : de 26,5 % de l'économie régionale en 2004, cette part s'évalue à 25,7 % en 2008. Au Québec, la part des industries productrices de biens diminue chaque année de 2005 à 2008. Elle se situe à 31,9 % en 2004 et passe à 29,9 % en 2008.

Produit intérieur brut par habitant

Le PIB par habitant est un indicateur souvent utilisé pour faciliter les comparaisons entre les régions quant à l'importance de la production dans un territoire donné. À cet égard, la région de Laval figure au neuvième rang parmi les régions administratives du Québec en 2009. Tableau 4.1.1raison de la forte hausse de sa population. Au Québec, le PIB par habitant s'élève à 36 161 $ en 2009, après une diminution de 1,4 % à cause d'une baisse de sa production couplée à une augmentation de sa population.

Figure 4.1.1
Produit intérieur brut par habitant, régions administratives et ensemble du Québec, 2009



Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministère du Revenu du Québec; Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.

4.2 Revenu personnel

par Francine Chercuitte, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Après deux années de croissance, le revenu personnel par habitant à Laval décroît de 1,1 % en 2009 pour s'établir à 34 468 $. Les revenus d'emploi sont restés relativement stables et atteignent 25 730 $. C'est la chute de 16,3 % des revenus de placement (3 369 $), consécutive à la baisse des intérêts sur les dépôts bancaires et le faible rendement des caisses de retraite, qui explique la diminution du revenu personnel. Par ailleurs, le revenu personnel disponible par habitant, soit le revenu des particuliers soustrait des impôts directs et des cotisations sociales, a progressé légèrement de 0,5 % en 2009 pour s'élever à 26 442 $. À cet égard, Laval occupe le sixième rang parmi les 17 régions administratives, devant les Laurentides (26 137 $) et derrière la Côte-Nord (26 491 $).

Quoique les transferts des administrations publiques (5 158 $) se soient accrus de 6,0 % pour les résidants de Laval, ils restent inférieurs à la moyenne québécoise (5 674 $). La principale source de cette croissance est la hausse de 42,8 % des prestations de l'assurance-emploi. En effet, le taux d'emploi de Laval a glissé de presque 3 points de pourcentage et l'emploi à temps plein a reculé de 3,8 % en 2009. Notons également que plus de 46,0 % des transferts publics de la région sont composés des prestations de la Sécurité de la vieillesse, de la Régie des rentes du Québec et du Régime de pensions du Canada. En 2009, ils ont augmenté en moyenne de 6,0 %.

Tableau 4.2.1

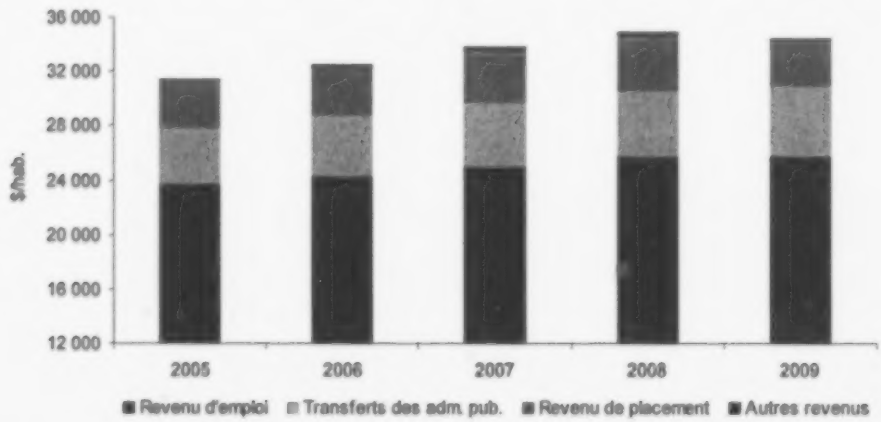
Revenu personnel et ses composantes par habitant, Laval et ensemble du Québec, 2008-2009

	Laval			Ensemble du Québec		
	2008r	2009p	Variation 09/08	2008r	2009p	Variation 09/08
	$/hab.		%	$/hab.		%
Revenu d'emploi	25 755	25 730	– 0,1	23 930	24 216	1,2
Revenu de placement	4 025	3 369	– 16,3	3 919	3 582	– 8,6
Transferts des administrations publiques	4 865	5 158	6,0	5 546	5 674	2,3
Autres sources de revenu	216	211	– 2,3	155	151	– 2,4
Revenu personnel	**34 861**	**34 468**	**– 1,1**	**33 550**	**33 623**	**0,2**
Moins :						
Impôts, cotisations et autres transferts	8 556	8 026	– 6,2	7 900	7 592	– 3,9
Égale :						
Revenu personnel disponible	**26 306**	**26 442**	**0,5**	**25 650**	**26 031**	**1,5**

Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada, Comptes économiques provinciaux.

Figure 4.2.1

Revenu personnel par habitant, Laval, 2001-2009



Source : Institut de la statistique du Québec.

5. Exportations

par Pierre Lachance, Direction des statistiques économiques et du développement durable

Après une baisse en 2003 (– 8,3 %), les exportations internationales de marchandises de la région de Laval affichent trois années d'une croissance dont le rythme se ralentit, soit entre 2004 (+ 9,1 %) et 2006 (+ 3,1 %). Par contre, elles accusent un recul de 13,2 % en 2007. En comparaison, dans l'ensemble du Québec, les exportations régressent de 0,2 % en 2007. D'ailleurs, sur les 70,8 G$ de marchandises exportées par le Québec en 2006 – dont 3,4 G$ ne peuvent être répartis régionalement – un peu plus de 1,0 G$ sont attribuables aux 428 établissements exportateurs de la région. Ainsi, la part relative de la région de Laval dans les exportations internationales de biens du Québec se maintient à 1,7 % en 2005 et en 2006, mais elle descend à 1,5 % en 2007.

Les États-Unis sont la principale destination des exportations de Laval. En 2007, les exportations vers ce pays se chiffrent à 826,5 M$ (– 17,1 %), et elles comptent pour 80,2 % de la valeur des marchandises exportées. Plus précisément, la Côte-Est[1], le Centre-industriel[2] et le Sud-Est[3] des États-Unis reçoivent respectivement 26,0 %, 15,8 % et 14,0 % de cette valeur totale, tandis que l'Europe en reçoit 6,9 %.

Tableau 5.1

Valeur et proportion des marchandises exportées selon la destination, Laval, 2003-2007

	2003r	2004r	2005r	2006r	2007	TCAM[1] 2007/2003
	M$					%
Amérique du Sud[2]	2,4	4,6	5,2	5,9	8,1	35,2
Mexique	3,3	3,3	3,5	1,9	1,9	– 12,6
États-Unis	912,9	966,0	997,2	997,5	826,5	– 2,5
Japon	4,8	4,8	8,5	8,2	4,2	– 3,0
Union européenne[3]	46,4	69,3	71,6	80,2	71,4	11,4
Autres	26,7	46,9	66,2	93,8	118,2	45,0
Total	**996,6**	**1 094,9**	**1 152,1**	**1 187,4**	**1 030,2**	**0,8**

1. Taux de croissance annuel moyen.
2. L'Amérique du Sud comprend les pays suivants : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Guyane, Îles Falkland (Malvinas), Paraguay, Pérou, Suriname, Uruguay et Venezuela.
3. L'Union européenne correspond aux pays suivants : Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Guyane française, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monaco, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République Tchèque, Royaume-Uni, Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie et Suède.

Source : Statistique Canada, Registre des exportateurs canadiens.
Compilation : Institut de la statistique du Québec; ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Sur le plan méthodologique, il importe de préciser que la répartition des exportations par région se fait selon le lieu de résidence de l'établissement exportateur, et non selon l'origine du fabricant ou du producteur. De plus, les exportations d'une région dirigées vers les autres provinces canadiennes ne sont pas couvertes par le Registre des exportateurs canadiens.

1. Côte-Est des États-Unis : Connecticut, Delaware, District de Columbia, Maine, Maryland, Massachusetts, New Hampshire, New Jersey, New York, Caroline du Nord, Pennsylvanie, Rhode Island, Vermont, Virginie, Virginie occidentale.
2. Centre-industriel des États-Unis : Illinois, Indiana, Kentucky, Michigan, Ohio, Wisconsin.
3. Sud-Est des États-Unis : Alabama, Arkansas, Floride, Géorgie, Louisiane, Mississippi, Puerto Rico, Caroline du Sud, Tennessee, Îles Vierges des États-Unis.

6. Industrie manufacturière

par Jean Berselli, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Bien qu'en perte de vitesse depuis quelques années, le secteur manufacturier reste tout de même un des acteurs importants de l'économie du Québec et de ses régions. En 2008, le secteur manufacturier représente le sixième de l'activité économique québécoise avec 16,6 % du produit intérieur brut (estimé au prix de base en dollars courants). Cette proportion varie cependant fortement d'une région à l'autre et vient, par conséquent, moduler l'impact induit par d'importants changements dans le secteur manufacturier sur l'ensemble de l'économie régionale. Dans la région de Laval, le secteur manufacturier représente 13,6 % de l'activité économique en 2008.

Emploi total du secteur manufacturier

L'emploi dans le secteur manufacturier de la région de Laval est resté stable en 2008 (+ 0,5 % pour atteindre 16 593 emplois), contrairement à celui de la province qui a décru de 3,9 %. Au cours de la période 2004-2008, l'emploi dans la région s'est amenuisé en moyenne de 1,0 % par année, pourcentage cependant inférieur à celui de la province (– 3,5 %).

Tableau 6.1

Emploi total dans le secteur manufacturier, par sous-secteur du SCIAN, Laval et ensemble du Québec, 2004-2008

Sous-secteur du SCIAN	2004	2005	2006	2007	2008	Variation 2008/2007	TCAM[1] 2008/2004
			n			%	
Laval	**17 254**	**16 991**	**16 884**	**16 516**	**16 593**	**0,5**	**– 1,0**
Aliments	1 315	1 218	1 386	1 332	1 369	2,8	1,0
Boissons et produits du tabac	F	63	29	x	x	x	x
Usines de textiles	F	F	F	F	F	F	F
Usines de produits textiles	F	F	x	F	F	F	F
Vêtements	F	x	379	336	424	26,2	F
Produits en cuir et produits analogues	F	F	F	F	F	F	F
Produits en bois	388	x	595	606	F	F	F
Papier	275	253	292	192	131	– 31,8	– 16,9
Impression et activités connexes de soutien	1 229	967	1 017	994	703	– 29,3	– 13,0
Produits du pétrole et du charbon	x	x	x	x	x	x	x
Produits chimiques	2 266	2 250	2 206	2 539	2 530	– 0,4	2,8
Produits en caoutchouc et en plastique	1 403	1 551	1 256	1 131	1 255	11,0	– 2,7
Produits minéraux non métalliques	392	387	355	391	396	1,3	0,3
Première transformation des métaux	x	518	424	266	F	F	x
Produits métalliques	1 870	1 987	2 100	1 758	1 869	6,3	0,0
Machines	1 421	1 432	1 433	1 700	1 546	– 9,1	2,1
Produits informatiques et électroniques	1 209	1 152	1 041	1 233	1 147	– 7,0	– 1,3
Matériel, appareils et composants électriques	F	465	509	516	452	– 12,4	F
Matériel de transport	1 462	960	950	1 105	1 304	18,0	– 2,8
Meubles et produits connexes	1 756	2 062	1 649	1 202	961	– 20,0	– 14,0
Activités diverses de fabrication	1 057	899	1 111	960	1 040	8,3	– 0,4
Ensemble du Québec	**500 675**	**482 821**	**466 581**	**451 125**	**433 510**	**– 3,9**	**– 3,5**

1. Taux de croissance annuel moyen.

Source : Statistique Canada, Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière, 2004-2008.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Pour le plus gros employeur manufacturier de la région, soit le secteur de la fabrication de produits chimiques (2 530 emplois, 15,3 % de l'emploi du secteur manufacturier), l'emploi est également demeuré stable (– 0,4 %) en 2008. Au cours de la période 2004-2008, il a toutefois progressé, en moyenne, de 2,8 % par année dans ce secteur. Par ailleurs, les secteurs de la fabrica-

tion du matériel de transport et des produits en caoutchouc et en plastique ont connu de fortes hausses de l'emploi en 2008 (respectivement + 18,0 % et + 11,0 %), alors que celui de la fabrication du meuble a perdu en moyenne entre 2005 et 2008, 22,5 % de ses emplois par année.

Revenus totaux dans le secteur manufacturier

En baisse de 1,1 % en 2008 (hausse de 2,5 % pour l'ensemble de la province), les revenus[1] générés par le secteur manufacturier dans la région de Laval atteignent 4,2 milliards de dollars en 2008. Malgré cette baisse, ils ont progressé en moyenne de 4,1 % par année au cours de la période 2004-2008 (+ 2,0 % en ce qui concerne la province).

Le secteur de la fabrication de produits chimiques qui génère 27,7 % des revenus du secteur manufacturier à lui seul dans la région de Laval a vu ceux-ci décroître de 12,9 % en 2008, mais montre tout de même un bilan positif entre 2004 et 2008 avec un taux de croissance annuel moyen de 8,0 %. Le secteur de la fabrication du meuble a lui aussi dû faire face à une chute importante de ses revenus en 2008 enregistrant une perte de 41,8 %. À l'inverse, les secteurs de la fabrication de produits en caoutchouc, de produits métalliques et du matériel de transport ont affiché une progression intéressante de leurs revenus au cours de la même période avec des hausses respectives de 14,5 %, 13,2 % et 12,4 %. Les secteurs des produits métalliques et du matériel de transport ont également montré un taux de croissance annuel moyen positif au cours de la période 2004-2008.

Tableau 6.2
Revenus totaux dans le secteur manufacturier, Laval et ensemble du Québec, 2004-2008

Sous-secteur du SCIAN	2004	2005	2006	2007	2008	Variation 2008/2007	TCAM[1] 2008/2004
			K$			%	
Laval	**3 565 386**	**3 975 806**	**4 141 059**	**4 235 784**	**4 189 157**	**– 1,1**	**4,1**
Aliments	319 948	281 898	349 753	334 793	354 143	5,8	2,6
Boissons et produits du tabac	54 981	26 330	2 296	x	x	x	x
Usines de textiles	3 607	2 929	4 447	1 351	1 358	0,5	– 21,7
Usines de produits textiles	9 228	8 419	x	12 494	7 577	– 39,4	– 4,8
Vêtements	37 176	x	41 990	38 441	42 313	10,1	3,3
Produits en cuir et produits analogues	1 568	2 498	1 483	1 554	2 030	30,6	6,7
Produits en bois	69 098	x	157 801	167 892	F	F	F
Papier	63 211	62 266	75 548	48 489	35 783	– 26,2	– 13,3
Impression et activités connexes de soutien	182 468	156 508	159 259	157 090	110 454	– 29,7	– 11,8
Produits du pétrole et du charbon	x	x	x	x	x	x	x
Produits chimiques	853 572	1 285 387	1 326 867	1 330 795	1 159 229	– 12,9	8,0
Produits en caoutchouc et en plastique	374 955	369 155	328 233	298 180	341 489	14,5	– 2,3
Produits minéraux non métalliques	87 204	82 856	84 173	87 478	89 289	2,1	0,6
Première transformation des métaux	x	118 351	131 007	138 602	F	F	x
Produits métalliques	296 273	316 715	303 394	296 488	335 594	13,2	3,2
Machines	281 014	250 344	256 069	367 131	347 414	– 5,4	5,4
Produits informatiques et électroniques	194 931	235 423	220 310	203 442	200 010	– 1,7	0,6
Matériel, appareils et composants électriques	42 032	64 909	74 329	81 477	66 998	– 17,8	12,4
Matériel de transport	200 812	210 887	244 213	250 069	280 955	12,4	8,8
Meubles et produits connexes	253 649	253 980	187 062	194 267	113 081	– 41,8	– 18,3
Activités diverses de fabrication	150 092	148 693	177 018	178 266	178 618	0,2	4,4
Ensemble du Québec	**147 470 739**	**152 348 158**	**157 670 122**	**155 681 738**	**159 515 688**	**2,5**	**2,0**

1. Taux de croissance annuel moyen.

Source : Statistique Canada, Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière, 2004-2008.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

1. Globalement, les revenus totaux comprennent les revenus provenant de la vente des biens fabriqués, de biens achetés pour la revente tels quels, et revenus de location, d'exploitation et de placements.

7. Investissements et permis de bâtir

par Jean-François Fortin, Direction des statistiques économiques et du développement durable

7.1 Investissements

Selon les perspectives 2010, les dépenses en immobilisation de la région de Laval sont en baisse de 10,8 par rapport à 2009 (une deuxième baisse consécutive) pour s'établir à 2,8 G$, soit 4,4 % de l'investissement total au Québec. Il s'agit de la deuxième plus forte décroissance enregistrée parmi les 17 régions administratives après la région du Centre-du-Québec (– 16,1 %). En comparaison, la moyenne provinciale indique une croissance de 3,6 % pour 2010.

Tableau 7.1.1

Dépenses en immobilisation par industrie[1] et par secteur, Laval, 2006-2010[2]

	2006	2007r	2008	2009	2010	Variation 2010/2009	Part relative dans la région (2010)	Part relative dans le Québec (2010)
	k$					%		
Production de biens	231 159	216 582	194 166	181 661	173 694	– 4,4	6,2	1,3
Production de services	1 174 330	1 570 587	1 578 989	1 469 220	1 176 838	– 19,9	42,3	4,1
Logement	1 233 372	1 397 386	1 673 434	1 468 724	1 433 198	– 2,4	51,5	6,9
Total	**2 638 861**	**3 184 555**	**3 446 589**	**3 119 604**	**2 783 730**	**– 10,8**	**100,0**	**4,4**
Secteur privé non résidentiel	1 057 281	1 432 261	1 209 519	726 977	651 901	– 10,3	23,4	3,2
Secteur public	348 208	354 908	563 636	923 904	698 631	– 24,4	25,1	3,2

Note : En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.
1. Statistique Canada, *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord, Canada 2002*.
2. 2006-2008 : dépenses réelles; 2009 : dépenses réelles provisoires; 2010 : perspectives.

Sources : Statistique Canada, Enquête sur les dépenses en immobilisation; Institut de la statistique du Québec.

Les dépenses en immobilisation des industries productrices de biens, représentant seulement 6,2 % de l'investissement régional, sont en baisse de 4,4 % par rapport à 2009 pour s'établir à 173,7 M$. Il s'agit d'une quatrième baisse consécutive, portant les investissements de 2010 à un niveau inférieur de 57,5 M$ au niveau de 2006.

Les dépenses en immobilisation des industries productrices de services diminuent pour leur part de 19,9 % en 2010 pour s'établir à 1,2 G$. Il s'agit de la diminution annuelle la plus prononcée parmi les 17 régions administratives. C'est le secteur des administrations publiques qui explique la majeure partie de cette baisse : après un sommet atteint en 2009 (741,5 M$), le niveau de 2010 est considérablement réduit (494,3 M$). Néanmoins, nonobstant 2009, le niveau d'investissement des administrations publiques est à son plus haut depuis 1998.

Les dépenses en immobilisation attribuables au logement sont, à l'instar de toutes les régions adjacentes à Montréal, en baisse de 2,4 % pour s'établir à 1,4 G$. Ces investissements, responsables de plus de la moitié des investissements régionaux totaux, comptent pour 6,9 % du total québécois des dépenses en immobilisation attribuables au logement.

Les investissements privés non résidentiels, responsables de 23,4 % de l'investissement régional, sont en décroissance (– 10,3 %), et ce, pour une troisième année consécutive, faisant passer le niveau de 1,4 G$ en 2007 à 651,9 M$ en 2010. Il faut remonter à 2003 pour retrouver un niveau d'investissement inférieur. En ce qui concerne les investissements publics, on constate une baisse de 24,4 % par rapport à 2009 qui constituait un sommet historique (923,9 M$). Mise à part l'année 2009, les 698,6 M$ d'investissements publics en 2010 constituent le niveau le plus élevé depuis 1998.

7.2 Permis de bâtir

La valeur totale des permis de bâtir émis par la région de Laval en 2009 est en décroissance de 16,1 % par rapport à 2008 pour s'établir à 838,8 M$. Il s'agit d'une valeur inférieure à la moyenne des cinq dernières années (866,4 M$).

Tableau 7.2.1
Valeur des permis de bâtir des secteurs résidentiel et non résidentiel, Laval et ensemble du Québec, 2005-2009

	2005	2006	2007	2008	2009	Variation 2009/2008	Moyenne 2005-2009
			k$			%	k$
Laval	**795 518**	**762 536**	**935 212**	**999 687**	**838 810**	**– 16,1**	**866 353**
Résidentiel	625 030	543 162	610 167	748 274	598 543	– 20,0	625 035
Non résidentiel	170 488	219 374	325 045	251 413	240 267	– 4,4	241 317
Ensemble du Québec	**11 287 982**	**11 878 332**	**12 973 354**	**13 806 682**	**12 929 699**	**– 6,4**	**12 575 210**
Résidentiel	7 885 798	7 779 494	8 416 100	8 911 629	8 406 568	– 5,7	8 279 918
Non résidentiel	3 402 184	4 098 838	4 557 254	4 895 053	4 523 131	– 7,6	4 295 292

Source : Statistique Canada, Enquête des permis de bâtir.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

En ce qui concerne les permis de bâtir résidentiels, qui représentent 71,4 % de la valeur totale des permis émis, on constate une décroissance annuelle de 20,0 % par rapport à 2008, situant la valeur émise à 598,5 M$. Il s'agit d'une valeur inférieure de plus de 25 M$ à la moyenne quinquennale (625,0 M$), moyenne influencée à la hausse par le sommet historique (depuis 2000) atteint en 2008 (748,3 M$).

Dans le secteur non résidentiel, la valeur des permis de bâtir est en décroissance de 4,4 % par rapport à 2008, pour s'établir à 240,3 M$. Il s'agit d'une valeur près de la valeur annuelle moyenne entre 2005 et 2009 (241,3 M$). En ce qui concerne les différentes composantes, seule la composante institutionnelle est en croissance par rapport à 2008, avec une valeur de 94,6 M$. La composante commerciale diminue quant à elle de 40,2 % pour se situer à 121,3 M$ (la moyenne quinquennale étant de 152,0 M$), tandis que la composante industrielle, qui représente 10,2 % des permis non résidentiels émis, s'établit à 24,4 M$, en décroissance annuelle de 6,8 %.

Tableau 7.2.2
Valeur des permis de bâtir selon le type de construction, Laval et ensemble du Québec, 2005-2009

	2005	2006	2007	2008	2009	Variation 2009/2008	Moyenne 2005-2009
			k$			%	
Laval	**795 518**	**762 536**	**935 212**	**999 687**	**838 810**	**– 16,1**	**866 353**
Non résidentiel	170 488	219 374	325 045	251 413	240 267	– 4,4	241 317
Commercial	122 733	118 864	194 092	202 865	121 279	– 40,2	151 967
Industriel	38 614	31 054	88 386	26 207	24 420	– 6,8	41 736
Institutionnel	9 141	69 456	42 567	22 341	94 568	323,3	47 615
Résidentiel	625 030	543 162	610 167	748 274	598 543	– 20,0	625 035
Ensemble du Québec	**11 287 982**	**11 878 332**	**12 973 354**	**13 806 682**	**12 929 699**	**– 6,4**	**12 575 210**
Non résidentiel	3 402 184	4 098 838	4 557 254	4 895 053	4 523 131	– 7,6	4 295 292
Commercial	1 837 727	2 204 105	2 446 290	2 625 641	2 489 522	– 5,2	2 320 657
Industriel	867 794	841 541	886 606	1 102 337	827 458	– 24,9	905 147
Institutionnel	696 663	1 053 192	1 224 358	1 167 075	1 206 151	3,3	1 069 488
Résidentiel	7 885 798	7 779 494	8 416 100	8 911 629	8 406 568	– 5,7	8 279 918

Source : Statistique Canada, Enquête des permis de bâtir.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

8. Conditions de vie et bien-être

par Stéphane Crespo, Direction des statistiques sociodémographiques

Mesure du faible revenu

En 2007, la proportion des familles en situation de faible revenu est moins élevée dans Laval (8,0 %) que dans l'ensemble du Québec (9,9 %). De 2003 à 2007, le taux de faible revenu après impôt des familles augmente dans la région (+ 0,4 point), tandis qu'il diminue de 0,2 point dans l'ensemble du Québec. Par rapport à 2006 seulement, le taux est en augmentation de 0,6 point, comparativement à une augmentation de 0,6 point dans l'ensemble du Québec.

Tableau 8.1

Taux de faible revenu selon le type de famille, Laval, 2003-2007

	2003	2004	2005	2006	2007	Écart 2007/2003
			%			point de pourcentage
Taux de faible revenu des familles	**7,6**	**7,7**	**7,3**	**7,4**	**8,0**	**0,4**
Famille comptant un couple	**5,2**	**5,3**	**4,7**	**5,4**	**5,8**	**0,6**
Sans enfants	4,5	4,5	4,8	5,4	5,7	1,2
Avec 1 enfant	4,9	5,1	4,1	5,1	5,5	0,7
Avec 2 enfants	5,0	5,1	3,9	4,5	4,8	– 0,2
Avec 3 enfants et plus	10,3	10,5	7,6	8,6	9,6	– 0,7
Famille monoparentale	**21,7**	**21,7**	**23,2**	**20,3**	**21,9**	**0,2**
Avec 1 enfant	18,6	19,0	20,7	17,9	19,2	0,7
Avec 2 enfants	22,7	21,8	24,0	21,3	23,4	0,7
Avec 3 enfants et plus	38,3	39,3	39,3	34,4	36,4	– 1,9

Source : Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

À l'instar des autres régions, le taux varie beaucoup selon le type de famille dans la présente région. En 2007, ce taux est 3,8 fois plus élevé concernant les familles monoparentales (21,9 %) qu'en ce qui concerne les couples (5,8 %). Entre 2003 et 2007, le taux augmente de 0,2 point concernant les familles monoparentales, comparativement à une augmentation de 0,6 point pour les couples.

Les taux de faible revenu varient selon le nombre d'enfants, tant pour les familles formées par un couple que pour les familles monoparentales. Par exemple, environ le cinquième des familles monoparentales avec un enfant est à faible revenu au cours des années de la période 2003-2007, tandis que plus du tiers de celles avec trois enfants et plus l'est. De même, le taux de faible revenu des couples sans enfants se maintient autour de 5 %, contre environ le double pour les couples avec trois enfants et plus. L'amélioration ou la détérioration relative de la situation de faible revenu varie aussi selon le nombre d'enfants. Par exemple, alors que le taux des couples avec trois enfants et plus diminue de 0,7 point entre 2003 et 2007, celui des couples sans enfants augmente de 1,2 point. Enfin, le taux des familles monoparentales avec trois enfants et plus diminue alors que celui des familles monoparentales avec un enfant ou deux enfants augmente (– 1,9 point contre + 0,7 point).

En 2007, on dénombre dans la région 8 670 familles à faible revenu, dont 3 240 sont monoparentales. Aussi, le nombre d'enfants en situation de faible revenu passe de 10 360 en 2003 à 10 030 en 2007, soit une diminution de 3,2 %. Cette diminution est moins élevée que l'augmentation du nombre total d'enfants de la région (+ 5,0 %).

Revenu médian des familles

De 2006 à 2007, le revenu médian avant impôt de l'ensemble des familles, exprimé en dollars constants, augmente de 2,7 % dans la région de Laval, soit à un rythme inférieur à celui que l'on observe dans l'ensemble du Québec (+ 3,1 %). Aussi, la région est en avance par rapport à l'ensemble du Québec puisque, selon les données de 2007, le revenu médian avant impôt de l'ensemble des familles s'établit à 67 190 $, comparativement à 61 780 $ au Québec.

En 2007, les familles monoparentales ont un revenu médian après impôt (38 180 $) moins élevé que celui des familles comptant un couple (61 260 $). Enfin, de 2006 à 2007, le revenu médian des familles monoparentales s'est amélioré de 5,3 %. Quant aux familles comptant un couple, leur revenu s'est amélioré de 3,5 %. En comparant les types de familles selon le nombre d'enfants, on constate que la plus forte croissance du revenu médian entre ces deux années est observée chez les familles monoparentales avec trois enfants et plus (+ 7,7 %); la plus faible revient aux couples avec un enfant (+ 3,6 %)

Tableau 8.2

Revenu médian après impôt selon le type de famille, Laval, 2006-2007

	2006	2007	Variation 2007/2006
	$ constants de 2007		%
Famille comptant un couple	**59 212**	**61 260**	**3,5**
Sans enfants	48 344	50 300	4,0
Avec 1 enfant	65 001	67 360	3,6
Avec 2 enfants	72 415	75 120	3,7
Avec 3 enfants et plus	66 118	68 730	4,0
Famille monoparentale	**36 258**	**38 180**	**5,3**
Avec 1 enfant	35 344	37 340	5,6
Avec 2 enfants	37 985	40 140	5,7
Avec 3 enfants et plus	35 649	38 390	7,7

Source : Statistique Canada.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

9. Éducation

par Pierre Cambon, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Les données exposées dans ce bulletin fournissent un portrait du plus haut niveau de scolarité atteint par la population de 15 ans et plus, et ce, pour l'année 2006. Les comparaisons avec les données de 2001 sont délicates étant donné les modifications sur les catégorisations et les questions dans le questionnaire du recensement entre ces deux périodes.

Selon les données du recensement de 2006, 22,1 % des personnes de 15 ans et plus de Laval ne possèdent aucun certificat, diplôme ou grade, une part plus faible que dans l'ensemble du Québec (25,0 %). On s'aperçoit également que 24,2 % des individus ont uniquement un diplôme d'études secondaires ou équivalent, alors que 22,2 % possèdent un certificat, un diplôme ou un grade universitaire. Au Québec, ces proportions sont respectivement de 22,3 % et 21,4 %.

On remarque aussi que des 143 820 hommes de 15 ans et plus de Laval, 21,9 % ont acquis un diplôme universitaire et seulement 21,4 % ne possèdent aucun diplôme. Par ailleurs, 17,2 % d'entre eux ont obtenu un certificat ou un diplôme d'apprenti d'une école de métiers. Pour les 155 340 femmes, même si 22,6 % d'entre elles sont ne possèdent aucun diplôme, elles ont davantage achevé leurs études menant à un diplôme collégial (18,3 %) ou universitaire (22,4 %) plutôt qu'à un certificat ou un diplôme d'apprenti d'une école de métiers (11,7 %).

Tableau 9.1

Plus haut niveau de scolarité atteint pour la population de 15 ans et plus, TE de Laval et ensemble du Québec, 2006

	Total	Aucun certificat, diplôme ou grade		Diplôme d'études secondaires ou équivalent		Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers		Certificat ou diplôme d'un collège ou d'un cégep		Certificat, diplôme ou grade universitaire	
	n	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Laval	**299 155**	**66 000**	**22,1**	**72 295**	**24,2**	**42 970**	**14,4**	**51 565**	**17,2**	**66 320**	**22,2**
Hommes	143 820	30 845	21,4	33 525	23,3	24 800	17,2	23 100	16,1	31 545	21,9
Femmes	155 340	35 150	22,6	38 775	25,0	18 170	11,7	28 465	18,3	34 770	22,4
Ensemble du Québec	**6 184 490**	**1 547 870**	**25,0**	**1 377 585**	**22,3**	**945 970**	**15,3**	**992 365**	**16,0**	**1 320 695**	**21,4**
Hommes	3 007 830	750 215	24,9	625 295	20,8	571 850	19,0	437 885	14,6	622 580	20,7
Femmes	3 176 660	797 655	25,1	752 295	23,7	374 115	11,8	554 475	17,5	698 115	22,0

Note : En raison des arrondissements, le total n'égale pas nécessairement la somme des parties.

Source : Statistique Canada, Recensement 2006.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

10. Santé

par Pierre Cambon, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Le découpage géographique utilisé pour analyser cette section est celui des régions sociosanitaires, délimitées officiellement par le ministère de la Santé et des Services sociaux au printemps 2005[1].

Personnel directement affecté aux soins

En 2008-2009, on enregistre à Laval pour la deuxième année consécutive une augmentation du personnel infirmier (+ 2,6 %). Cette croissance est davantage marquée chez les préposés aux bénéficiaires (+ 2,8 %) que chez les infirmiers (+ 2,5 %) et les infirmiers auxiliaires (+ 1,9 %). Laval connaît ainsi en 2008-2009 une hausse du personnel infirmier plus forte que celle du Québec (+ 1,6 %). De surcroît, depuis 2004-2005, la région affiche une variation du personnel infirmier (+ 6,9 %) supérieure à la moyenne québécoise (+ 5,4 %).

Tableau 10.1

Personnel infirmier[1], en équivalent temps complet, selon la catégorie de personnel, région sociosanitaire de Laval et ensemble du Québec, 2004-2005 à 2008-2009

	Unité	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	Variation[2] 08-09/04-05
Laval	**n**	**2 568**	**2 637**	**2 590**	**2 676**	**2 745**	**6,9**
Infirmiers	n	1 305	1 355	1 317	1 332	1 365	4,6
Infirmiers auxiliaires	n	259	271	290	317	323	24,7
Préposés aux bénéficiaires	n	1 004	1 011	984	1 028	1 057	5,3
Taux pour 100 000 habitants[3]	n pour 100 000 hab.	707	717	695	707	714	7,0
Ensemble du Québec	**n**	**80 643**	**81 532**	**82 441**	**83 621**	**84 959**	**5,4**
Infirmiers	n	43 122	43 412	43 733	43 723	43 559	1,0
Infirmiers auxiliaires	n	10 721	10 970	11 163	11 618	12 367	15,4
Préposés aux bénéficiaires	n	26 800	27 149	27 546	28 279	29 033	8,3
Taux pour 100 000 habitants[3]	n pour 100 000 hab.	1 070	1 075	1 080	1 088	1 096	26,0

1. En ce qui concerne le personnel infirmier, les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril de l'année indiquée au 31 mars de l'année suivante).
2. Les variations relatives au personnel de la santé sont données en pourcentage, tandis que les écarts entre les taux pour 100 000 habitants sont en points pour 100 000.
3. Calculé pour l'ensemble du personnel infirmier par rapport à la population prise au 1er juillet de chaque année financière.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Éco-Santé 2010.

Installations sociosanitaires

En ce qui concerne le taux d'occupation des lits dressés dans les unités de soins généraux et spécialisés à Laval, en 2008-2009, il augmente pour la deuxième fois en trois ans et atteint 89,9 %. De plus, l'augmentation de 6,0 points s'accompagne d'un accroissement de 0,3 % du nombre d'usagers. À l'échelle provinciale, même si le taux d'occupation (84,0 %) s'accroît de 0,4 point, le nombre d'usagers (718 363) diminue de 0,6 % en 2008-2009. Par ailleurs, la baisse de 6,1 % du nombre de lits dressés pour les soins généraux et spécialisés à Laval en 2008-2009 est la première à être enregistrée historiquement. Au Québec, le nombre de lits dressés (15 727) est resté relativement stable en 2008-2009 (+ 0,1 %).

Dans les unités d'hébergement et de soins de longue durée, malgré la baisse de 0,8 point du taux d'occupation des lits dressés en 2008-2009, Laval (98,8 %) affiche un taux supérieur à celui du Québec (97,8 %). Cette diminution s'accompagne d'une croissance du nombre d'usagers de 2,5 %. À l'échelle provinciale, le taux d'occupation régresse de 0,3 point en 2008-2009,

1. En matière de régions sociosanitaires, la Mauricie et le Centre-du-Québec ne forment qu'une seule et unique région; à l'inverse, le Nord-du-Québec est divisé en trois régions qui sont le Nord-du-Québec, le Nunavik et les Terres-Cries-de-la-Baie-James.

alors que le nombre d'usagers (69 987) connaît une hausse de 0,3 %. Pour la première fois depuis 2005-2006, le nombre de lits dressés pour l'hébergement et les soins de longue durée a augmenté à Laval (+ 0,8 % en 2008-2009). Au Québec, le nombre de lits dressés (40 181) diminue en 2008-2009 (– 1,2 %).

Tableau 10.2

Lits dressés et places selon l'unité de service, région sociosanitaire de Laval et ensemble du Québec, 2004-2005 à 2008-2009

	Unité	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	Variation[1] 08-09/04-05	
							Région	Ensemble du Québec
Soins généraux et spécialisés								
Nombre de lits dressés	n	538	538	544	618	580	7,8	– 0,6
Taux pour 100 000 habitants[1]	n pour 100 000 hab.	148	146	146	163	151	3,0	– 7,0
Taux d'occupation	%	91,3	90,6	91,4	83,9	89,9	– 1,4	0,7
Nombre d'usagers	n	21 730	22 081	22 576	22 945	23 012	5,9	1,0
Hébergement et soins de longue durée								
Nombre de lits dressés	n	1 447	1 460	1 452	1 450	1 461	1,0	– 3,1
Taux pour 100 000 habitants[1]	n pour 100 000 hab.	398	397	390	383	380	– 18,0	– 32,0
Taux d'occupation	%	99,1	97,5	99,5	99,6	98,8	– 0,3	1,0
Nombre d'usagers	n	2 456	2 497	2 529	2 720	2 788	13,5	– 3,8

Note : À l'exception des lits dressés, les données sont présentées sur la base des années financières (du 1er avril de l'année indiquée au 31 mars de l'année suivante).

1. Les variations relatives au nombre de lits dressés et au nombre d'usagers sont données en pourcentage, tandis que les écarts entre les taux pour 100 000 habitants et les taux d'occupation sont indiqués respectivement en points pour 100 000 et en points de pourcentage.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, Éco-Santé 2010.

11. Culture et communications

par Claude Fortier, Observatoire de la culture et des communications du Québec

Selon sa population, Laval est la région au Québec avec le moins de salles de spectacles, d'institutions muséales, de cinémas et ciné-parcs et de stations de radio. Elle arrive aussi en 16e position pour le nombre de librairies et de stations de radio par 100 000 habitants. Cette situation s'explique en partie par sa proximité avec le grand pôle culturel qu'est Montréal. Le nombre d'écrans de cinéma par 100 000 habitants est le seul indicateur où la région de Laval arrive au-dessus des résultats pour l'ensemble du Québec.

Tableau 11.1

Nombre d'établissements culturels de divers types, Laval, 2007 et 2008

	Établissements		Ratio région/Québec	Établissements[1] par 100 000 habitants	
				Région	Ensemble du Québec
	2007	2008	2008[1]	2008	
	n		%	n	
Centres d'artistes	1	1	1,5	0,3	0,9
Salles de spectacles	7	9	1,7	2,3	6,9
Institutions muséales[2]	5	5	1,2	1,3	5,5
Bibliothèques publiques autonomes : points de services	10	..	..	..	..
Bibliothèques publiques affiliées	–	..	..	..	..
Librairies	8	9	2,4	2,3	4,8
Cinémas et ciné-parcs	3	3	2,5	0,8	1,6
Écrans	42	42	5,4	10,9	10,1
Stations de radio privées et communautaires	2	2	1,2	0,5	2,1

1. À l'exception du nombre d'écrans par 100 000 habitants.
2. Comprennent les établissements qui ont répondu à l'Enquête sur la fréquentation des institutions muséales ainsi que ceux qui n'ont pas donné suite au questionnaire d'enquête. Excluent les institutions muséales fermées en 2008 ou incapables de fournir des données.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

La région de Laval arrive au 14e rang pour le nombre de représentations de spectacles en arts de la scène, devant le Nord-du-Québec, l'Outaouais et la Montérégie. Toujours en fonction de la taille de la population, Laval se classe au 15e rang pour la fréquentation des institutions muséales, devant Laurentides et Lanaudière. Ces trois régions, avec l'Outaouais, sont celles où, par habitant, le nombre d'institutions muséales est le moins élevé au Québec.

Tableau 11.2

Statistiques relatives à certaines activités culturelles, Laval, 2007 et 2008

	Unité	Activités culturelles	Activités culturelles par 1 000 habitants		Ratio région/Québec
		2008	2007	2008	2008
Spectacles payants en arts de la scène					
Représentations	n	953	0,9	1,0	5,7
Entrées	n	377 711	392,6	411,1	5,4
Assistance des cinémas					
Entrées	n	x	x	x	x
Fréquentation des institutions muséales					
Entrées	n	104 061	335,8	270,5	0,8
Fréquentation des bibliothèques publiques					
Nombre de prêts	n	..	7 377,1	..	...
Ventes de livres par les librairies					
Ventes de livres neufs[1]	$	17 572 446	43,85	45,69	3,4

1. Inclut les représentations des régions de Laval et des Laurentides.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

Concepts et définitions

Territoire

Couverture du sol

Les données de couverture du sol, GéoBase, circa 2000-vectorielle (CSC2000-V) sont le résultat de la vectorisation de données matricielles thématiques issues de la classification d'orthoimages Landsat 5 et Landsat 7 des zones forestières et agricoles du Canada et des territoires du Nord. La couverture forestière provient du projet d'Observation de la Terre pour le développement durable des forêts (OTDD), initiative du Service canadien des forêts (SCF). La couverture agricole provient du Service national d'information sur les terres et les eaux (SNITE) d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) et la couverture du sol des territoires du Nord a été réalisée par le Centre canadien de télédétection (CCT). La précision cartographique circulaire normalisée (PCCN) est de 30 mètres ou mieux. Cette précision est basée sur les orthoimages Landsat 7.

Données non disponible

Données non disponibles, étendues non classifiées en raison de la présence de nuages, d'ombre ou d'autres facteurs de qualité des images.

Eau

Lacs, réservoirs, fleuves, rivières, ruisseaux et étendues d'eau salée.

Glace, roche, terrain découvert

Principalement des étendues non végétalisées et non mises en valeur. Cette catégorie inclut les glaciers, la roche, les sédiments, les brûlis, la blocaille, les mines et les autres surfaces naturellement non végétalisées. D'autres étendues modifiées par l'activité humaine peuvent être représentées dans cette classe. Cette catégorie exclut les étendues agricoles en jachère.

Zones développées

Étendues principalement construites ou mises en valeur incluant la végétation associée à ces catégories de couverture. Elles peuvent inclure les surfaces occupées par les routes, les voies ferrées, les bâtiments et les étendues revêtues, les régions urbaines, les parcs, les sites industriels, les ouvrages miniers et les fermes.

Bryophytes et lichens

Composés de bryophytes (mousses, hépatiques et cératophylles) et de lichens (types foliacés et fruticuleux, mais pas de type crustacé). La couverture végétale de bryophytes et lichens doit s'étendre sur au moins 20 % de la surface ou doit composer au moins le tiers de la végétation totale. Cette catégorie comprend également les prairies alpines, les étendues d'herbes et d'autres végétations herbacées indigènes, incluant des étendues d'arbustes.

Arbustes

Principalement les étendues occupées par une végétation ligneuse relativement basse (généralement ± 2 mètres). Elles peuvent inclure des étendues herbeuses ou des prairies humides portant une végétation ligneuse et les forêts en voie de régénération.

Terres humides

Étendues où la surface de saturation se situe au niveau, à proximité ou au-dessus de la surface du sol pendant un intervalle d'assez longue durée pour que s'y manifestent des processus aquatiques ou de milieux humides.

Plantes herbacées et toundra

Plantes vasculaires sans tige ligneuse (graminées, herbacées latifoliées ou graminoïdes, et plantes cultivées). La couverture végétale de plantes herbacées et toundra doit s'étendre sur au moins 20 % de la surface ou doit composer au moins le tiers de la végétation totale.

Terres agricoles cultivées

Cette catégorie inclut les cultures annuelles et vivaces et exclut les prairies.

Forêt de conifères

Forêt principalement composée de conifères ou végétation arborescente à feuillage persistant. Cette catégorie peut inclure des étendues de forêt mixte et d'arbustes.

Forêt de feuillus

Forêts et étendues boisées principalement composées de feuillus. Cette catégorie peut inclure des étendues de forêt mixte et d'arbustes.

Forêt mixte

Forêts et étendues boisées composées de conifères et de feuillus.

Démographie

Accroissement naturel

Variation de l'effectif d'une population due au solde des naissances et des décès.

Âge médian

Âge qui sépare la population en deux groupes d'effectifs égaux.

Génération

Ensemble des personnes nées au cours d'une période donnée, généralement une année civile.

Indice synthétique de fécondité

Nombre moyen d'enfants par femme dans une génération qui connaîtrait, au cours de sa vie féconde, les conditions de fécondité observées une année donnée.

Solde migratoire interne

Dans une région administrative, pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres régions administratives au cours d'une année (synonyme de solde migratoire interrégional). Dans une MRC, pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres MRC, y compris celles de sa propre région administrative.

Solde migratoire interrégional

Pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres régions administratives au cours d'une année.

Taux d'accroissement annuel moyen

Variation annuelle moyenne de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée rapportée à la population moyenne de la période (exprimée en pour mille).

Taux d'accroissement total

Variation de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée rapportée à la population en début de période.

Marché du travail

Chômeur

Personne disponible pour travailler qui est sans emploi et qui cherche activement un emploi.

Emploi

Ensemble des personnes résidant dans un territoire donné et ayant effectué un travail quelconque contre rémunération ou en vue d'obtenir un bénéfice ainsi que les personnes absentes de leur travail mais qui maintiennent un lien d'emploi.

Population active

Population civile de 15 ans et plus, hors institution et hors réserve, qui sont en emploi ou en chômage.

Taux d'activité

Population active exprimée en pourcentage de la population de 15 ans et plus.

Taux d'emploi

Nombre de personnes actives exprimé en pourcentage de la population de 15 ans et plus.

Taux de chômage

Nombre de chômeurs exprimé en pourcentage de la population active.

Taux de travailleurs

Nombre de travailleurs divisé par la population des 25-64 ans.

Travailleur

Particulier âgé entre 25 et 64 ans ayant des revenus d'emploi ou d'entreprise comme principale source de revenu et résidant dans un territoire donné.

Comptes économiques

Autres sources de revenu

Comprennent les transferts des non-résidents et des sociétés aux particuliers.

Base économique

Pour classer une industrie comme base économique, on calcule le quotient de localisation. Si le quotient de localisation normalisé d'une industrie est plus grand que 0 dans une région, cette industrie sera considérée comme base économique de cette région. Les bases économiques sont en fait les activités qui expliquent la croissance ou le déclin d'un territoire. Elles permettent de mieux définir la personnalité économique particulière ou encore la structure d'un territoire. À long terme, au cours du temps, les bases économiques d'un territoire peuvent se modifier.

Impôts, cotisations et autres transferts

Comprennent les impôts directs, les cotisations au régime d'assurance sociale et autres transferts courants versés pas les particuliers aux administrations publiques, tels que les primes d'assurance médicaments, les licences, les permis et les amendes.

Produit intérieur brut

Valeur sans double compte des biens et services produits dans le territoire économique d'une région au cours d'une période donnée, sans égard au caractère étranger ou non de la propriété des facteurs de production. Le PIB aux prix de base correspond au PIB calculé aux prix du marché, moins les prélèvements fiscaux applicables aux produits, plus les subventions à la consommation.

Quotient de localisation

Le quotient de localisation est défini comme la fraction de la valeur ajoutée d'une industrie qui est produite dans une région donnée, sur la fraction du PIB du Québec produit dans la même région. Si ce rapport est supérieur à 1, cette industrie contribue proportionnellement plus au PIB de la région qu'à celui du Québec.

Revenu d'emploi

Comprend la somme des salaires et traitement, du revenu supplémentaire de travail, du revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris, et du revenu net reçu par les exploitants agricoles au titre de la production agricole.

Revenu de placement

Comprend les dividendes, les intérêts sur les obligations canadiennes, les intérêts hypothécaires allant aux particuliers, les intérêts sur dépôts et les intérêts accumulés dans les régimes privés de pension, les caisses d'assurance vie et les intérêts sur les placements effectués par des associations de particuliers. Les gains en capital sont exclus.

Revenu personnel

Somme de tous les revenus reçus par les particuliers et entreprises individuelles résidant dans un territoire donné, qu'il s'agisse de gains au titre de la production courante ou de transferts courants d'autres secteurs, plus les revenus de placement que les associations de particuliers accumulent pour leur propre compte ou celui des particuliers.

Revenu personnel disponible

Revenu personnel moins les impôts directs des particuliers, des cotisations d'assurance sociale et autres transferts courants aux administrations publiques.

Transferts des administrations publiques

Comprennent les paiements tels les prestations fiscales et les crédits d'impôt pour enfants, les prestations d'assurance-emploi, les pensions de vieillesse, les prestations d'aide sociale, les bourses et subventions de recherche, les prestations d'indemnisation des accidents de travail, les subventions aux autochtones et à leurs organisations, les pensions versées en vertu du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec, les allocations aux anciens combattants, les prestations du Régime québécois d'assurance parentale.

Exportations

Registre des exportateurs

Le Registre des exportateurs canadiens couvre la période de 1993 à 2007. Le Registre des exportateurs est un programme de statistiques économiques de Statistique Canada qui fait partie d'un cadre plus vaste appelé le Registre des entreprises de Statistique Canada; ce dernier est un répertoire central d'information sur les entreprises qui ont des activités au Canada. Pour faire partie du Registre des exportateurs canadiens, un établissement doit avoir exporté des marchandises vers d'autres pays pour une valeur de 30 000 $ et plus durant au moins une des années comprises entre 1993 et la dernière année où les données sont disponibles. De très petits exportateurs – ceux qui n'atteignent jamais le seuil annuel de 30 000 $ – en sont donc exclus. Par ailleurs, les exportations

de services, ainsi que les exportations d'une province dirigées vers les autres provinces canadiennes, ne sont pas couvertes par le Registre des exportateurs canadiens.

Régions d'origine et classification

La répartition par province se fait selon le lieu de résidence de l'établissement exportateur, et non selon l'origine des marchandises exportées. Les établissements sont classés conformément aux catégories du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), qui englobe toutes les activités économiques et qui est commun au Canada, aux États-Unis et au Mexique. Ainsi, un établissement dont l'activité principale est la production de services peut figurer au Registre des exportateurs canadiens s'il a exporté des marchandises, mais il sera classé dans une catégorie de services, plutôt que dans celle des biens qu'il a exportés.

Industrie manufacturière

Emplois à la production

Personnes travaillant à la production et au montage. Sont aussi compris les ouvriers préposés à l'entreposage, l'inspection, la manutention, l'emballage, l'emmagasinage, etc., de même que ceux des services d'entretien et de réparation, de la conciergerie, et aussi les gardiens et les contremaîtres qui font le même travail que les ouvriers qu'ils dirigent.

Emploi total

Personnes travaillant à la production ou affectées à des activités non manufacturières d'un établissement. Les propriétaires et les associés actifs non compris dans les salariés ne sont pas considérés dans l'emploi total.

Revenus totaux

Revenus provenant de la vente des biens fabriqués, de biens achetés pour la revente tels quels, et revenus de location, d'exploitation et de placement.

Revenus découlant des biens fabriqués

Revenus provenant de la vente de biens fabriqués à partir des matières appartenant à l'établissement, de travaux de réparation et revenus de frais d'administration de fabrication ou de travail à forfait.

Première destination

Première destination des biens vendus par les fabricants. Il s'agit en fait du lieu où est établi le premier client du fabricant. L'EAMEF distingue différentes destinations possibles : le Québec, les autres provinces canadiennes et territoires et les pays étrangers. Les biens vendus peuvent être utilisés pour consommation finale, pour subir une autre transformation ou pour être revendus par un tiers (par exemple, un grossiste).

Investissements et permis de bâtir

Investissements

Les investissements sont les dépenses en immobilisation relatives aux constructions nouvelles, aux améliorations importantes apportées à des constructions déjà existantes, ainsi qu'à l'achat de machines et d'équipement neufs. Ces dépenses comprennent également celles des particuliers au titre de la construction résidentielle, mais excluent l'achat de terrains, de constructions déjà existantes, de machines ou d'équipement d'occasion (à moins qu'ils n'aient été importés).

Investissements du secteur public

Il s'agit de dépenses en immobilisation des entreprises publiques et de l'administration publique, effectuées aux niveaux fédéral, provincial et local. Par ailleurs, l'administration publique provinciale inclut notamment les institutions d'enseignement et les établissements de santé et de services sociaux.

Permis de bâtir

La valeur des permis de bâtir correspond à la valeur des permis de construction émis par les municipalités de 10 000 habitants et plus, soit pour l'érection de nouveaux édifices, selon le type de construction (résidentiel, industriel, commercial, institutionnel et gouvernemental).

Conditions de vie et bien-être

Mesure du faible revenu

Mesure dont le seuil représente 50 % du revenu médian québécois après impôt des familles (incluant les personnes hors famille), préalablement ajusté en fonction de la taille et de la composition de la famille à l'aide d'une échelle d'équivalence. Ainsi, une famille est considérée comme à faible revenu lorsque son revenu ajusté est inférieur à ce seuil.

Éducation

Plus haut certificat, diplôme ou grade

Il s'agit d'une variable dérivée obtenue à partir des réponses aux questions sur les titres scolaires où l'on demandait de déclarer tous les certificats, diplômes ou grades obtenus. Cette variable comporte une hiérarchie implicite (diplôme d'études secondaires, certificat d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers, diplôme collégial, certificat, diplôme ou grade universitaire) qui est plus ou moins reliée à la durée des divers programmes d'études « en classe » menant aux titres scolaires en question. Toutefois, au niveau détaillé de la hiérarchie, un apprenti inscrit n'a pas toujours obtenu de diplôme d'études secondaires, de même qu'une personne possédant une maîtrise n'a pas nécessairement un certificat ou un diplôme supérieur au baccalauréat. Par conséquent, même si la liste des catégories n'est pas nécessairement hiérarchique, elle donne quand même une mesure générale de la réussite scolaire (Statistique Canada, 2008).

Santé

Personnel infirmier

La catégorie « infirmier » inclut à la fois les personnes qui ont effectué des études collégiales ou universitaires. Les infirmiers doivent posséder le permis d'exercice de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec (OIIQ) ou être en attente de le recevoir (MSSS, 2003). Les « infirmiers auxiliaires » sont les personnes qui détiennent un diplôme en soins infirmiers de 5e secondaire et les « préposés aux bénéficiaires » font plutôt référence aux personnes qui ont suivi une formation *ad hoc* dans une institution d'enseignement reconnue (St-Pierre, 2001).

Personnel directement affecté aux soins

Le nombre de personnes directement affectées aux soins est calculé en « équivalent temps complet (ETC) » basé sur le décompte du nombre d'heures travaillées ou payées dans un établissement. Il est calculé par titre d'emploi et il est égal au quotient des heures travaillées ou payées par le nombre d'heures régulières de travail d'un employé à temps complet régulier dans ce titre d'emploi (MSSS, 2003). La région des personnes directement affectées aux soins est celle de traitement, donc celle de l'établissement où la personne travaille.

Taux d'occupation des lits dressés

Rapport, pour une année financière donnée, du nombre de jours-présence, pour une unité de service donnée, au nombre de lits dressés ou places internes observé au 31 mars de la même année, pour la même unité de service multiplié par 365 (INFO-STATS, 2005).

Culture et communications

Bibliothèque publique affiliée

Bibliothèque desservant une municipalité de moins de 5 000 habitants et affiliée à un centre régional de services aux bibliothèques publiques.

Centre d'artistes

Centre d'artistes en arts visuels et en arts médiatiques soutenu par le Conseil des arts et des lettres du Québec.

Institution muséale

Regroupe les musées, les centres d'exposition et les lieux d'interprétation.

Point de service d'une bibliothèque publique autonome

Antenne d'une bibliothèque publique qui dessert une municipalité de 5 000 habitants et plus ou d'une bibliothèque publique qui dessert une municipalité de moins de 5 000 habitants et qui n'est pas affiliée à un centre régional de services aux bibliothèques publiques.

Salle de spectacle

Salle ou lieu où sont présentés des spectacles payants en arts de la scène, selon l'Enquête sur la fréquentation des spectacles de l'Institut de la statistique du Québec.

Spectacle payant en arts de la scène

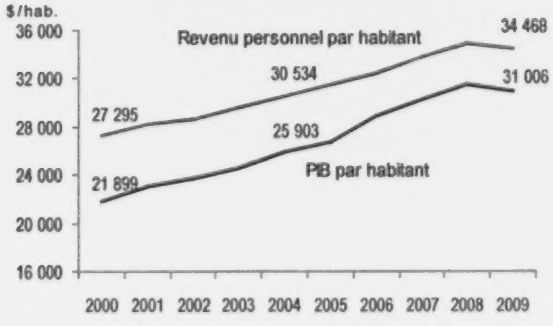
Représentation payante d'un spectacle de théâtre, de danse, de musique, de chanson ou de variétés, à l'exclusion des spectacles où le droit d'entrée prend la forme d'un passeport ou d'un macaron valide pour l'ensemble d'un festival, des spectacles privés et des spectacles amateurs.

Tableau comparatif pour les régions administratives

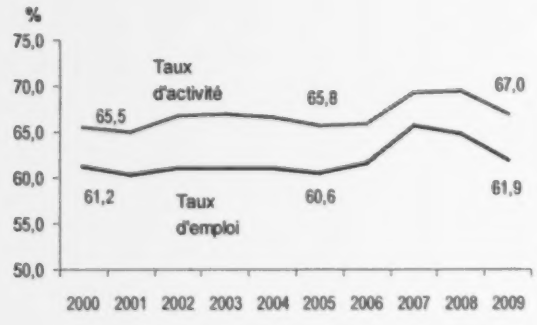
	PIB par habitant		Revenu personnel disponible par habitant		Taux de chômage	Taux de faible revenu des familles	Dép. en immob.	Population au 1er juillet	
	2009pp	Var. 09/08	2009p	Var. 09/08	2009	2007	Var. 10/09	2009p	TAAM[1] 2006-2009
	$	%	$	%	%	%	%	n	pour mille
Bas-Saint-Laurent	28 377	0,0	22 315	1,7	9,2	7,7	– 1,7	200 756	– 1,3
Saguenay–Lac-Saint-Jean	33 303	– 2,6	23 599	2,0	10,0	7,4	3,6	273 264	– 1,0
Capitale-Nationale	40 449	– 0,3	27 429	4,0	5,2	6,3	4,9	687 810	9,4
Mauricie	30 478	– 1,5	22 917	1,2	9,6	10,0	– 5,1	262 399	2,7
Estrie	29 449	– 2,1	23 364	0,6	7,5	9,1	1,5	307 389	7,0
Montréal	50 012	– 1,1	27 462	1,9	11,1	16,8	1,8	1 906 811	5,9
Outaouais	28 944	– 0,1	26 104	5,8	6,3	9,4	10,6	358 872	13,3
Abitibi-Témiscamingue	34 834	– 1,4	25 192	1,4	9,5	8,6	20,4	145 886	2,3
Côte-Nord	48 689	– 1,8	26 491	2,0	9,7	10,1	56,8	95 704	– 3,0
Nord-du-Québec	73 785	0,3	29 415	– 47,9	9,7	17,5	18,9	41 479	9,8
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	23 263	0,9	21 580	2,6	15,6	10,4	36,3	94 067	– 3,9
Chaudière-Appalaches	32 216	– 1,5	24 725	1,5	5,9	5,7	– 4,3	403 011	5,1
Laval	31 006	– 1,6	26 442	0,5	7,6	8,0	– 10,8	391 893	17,0
Lanaudière	23 140	– 1,6	24 619	1,5	8,2	8,1	– 1,6	457 962	18,1
Laurentides	29 469	– 1,5	26 137	2,2	7,8	8,1	– 3,3	542 416	15,1
Montérégie	30 404	– 1,9	26 966	2,1	7,6	8,0	2,6	1 428 475	10,8
Centre-du-Québec	32 707	– 2,9	22 972	– 0,1	7,1	8,5	– 16,1	230 685	6,9
Ensemble du Québec	**36 161**	**– 1,4**	**26 031**	**1,5**	**8,5**	**9,9**	**3,6**	**7 828 879**	**8,5**

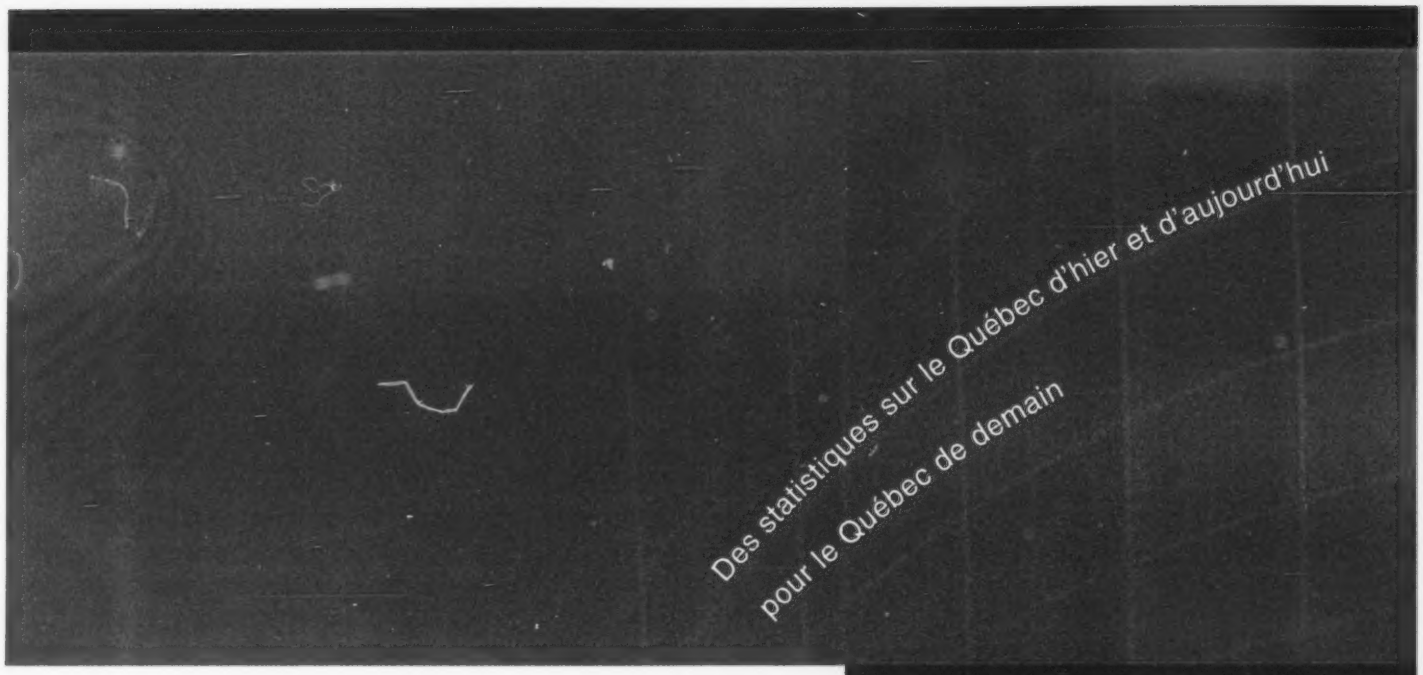
1. TAAM : taux d'accroissement annuel moyen.
2. La région du Nord-du-Québec est incluse dans la Côte-Nord.

Revenu personnel et PIB par habitant, Laval, 2000-2009



Taux d'activité et d'emploi, Laval, 2000-2009





Laval

Superficie en terre ferme (2009)	245,4 km²
Densité de population (2009)	1 596,8 hab./km²
Population totale (2009ᵖ)	391 893 hab.
Accroissement naturel (2009ᵖ)	1 992 hab.
Solde migratoire interrégional (2008-2009)[1]	2 882,0 M$
PIB aux prix de base (2009)	12 150,9 M$
PIB par habitant (2009)	31 006 $
Revenu personnel disponible par habitant (2009)	26 442 $
Emplois (2009)	197,5 k
Taux d'activité (2009)	67,0 %
Taux d'emploi (2009)	61,9 %
Taux de chômage (2009)	7,6 %
Taux de faible revenu des familles (2007)	8,0 %
Dépenses en immobilisation (2010)	2 783,7 M$

1. Année du 1er juillet au 30 juin.

Institut de la statistique Québec